

Approche de budgétisation durable (ABD) pour financer l'économie verte inclusive (EVI)

Une approche pratique permettant aux décideurs politiques de comprendre et d'arbitrer efficacement les conséquences des options de politique fiscale sur le développement, l'environnement et la société.

Document de synthèse pour le 8ème Forum régional africain sur le développement durable

Programme des Nations unies pour l'environnement et Université d'Oxford

Pour toute demande de renseignements, veuillez contacter joy.kim@un.org et brian.ocallaghan@smithschool.ox.ac.uk.

1. INTRODUCTION

Les décisions politiques conséquentes sont souvent prises avec des informations incomplètes ou imparfaites sur leurs impacts potentiels sur l'environnement, la société et le développement. La plupart des pays prennent des décisions en matière de dépenses et de fiscalité sans avoir une compréhension adéquate de l'ensemble des impacts interdépendants des choix politiques individuels et de leur alignement sur les objectifs nationaux de développement durable - ce qui peut entraîner des coûts imprévus pour les citoyens, les entreprises, l'environnement et les générations futures. Les décisions fiscales sous-optimales laissent sur la table des gains de développement potentiels.

Lorsque les ressources budgétaires sont rares, il y a très peu de place pour l'erreur. C'est le cas dans de nombreux pays africains et d'autres pays émergents et à faible revenu dans le monde, où les conséquences d'une prise de décision non informée peuvent être particulièrement dommageables. Cela est particulièrement vrai dans l'ère COVID-19, où les coûts de la prise en charge sociale sont gonflés, les recettes fiscales considérablement réduites et les voies vers une ère post-COVID normalisée sont incertaines.

Au-delà de la compréhension des impacts des décisions individuelles, les décideurs politiques manquent également de mécanismes efficaces pour suivre les impacts cumulatifs de leurs budgets, ce qui rend difficile la démonstration des progrès aux donateurs, l'obtention de nouveaux soutiens financiers et la réduction des coûts d'emprunt. Grâce aux nouveaux outils de transparence mondiaux, comme l'[Observatoire mondial du redressement](#), les gouvernements sont en mesure de prendre des décisions budgétaires plus éclairées. Cette tendance va fortement s'accélérer dans les années 2020. Pour mieux se relever de la maladie à coronavirus (COVID-19) tout en faisant progresser la mise en œuvre complète de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063, il faut intégrer systématiquement les considérations de durabilité dans la conception et la mise en œuvre des politiques nationales. Sans cela, les conséquences seront encore plus lourdes pour les personnes les plus marginalisées de la société, notamment les femmes et les jeunes.

Le PNUE et l'Université d'Oxford sont en train de mettre au point un outil pratique permettant aux décideurs politiques, sur la base d'une science socio-économique et environnementale de pointe, (i) de comprendre les conséquences des décisions budgétaires sur le développement, l'environnement et la société et (ii) d'évaluer les caractéristiques générales de leurs budgets et de les comparer à ceux d'autres nations.

L'approche elle-même est applicable à toutes les régions géographiques. Afin d'intégrer les caractéristiques uniques des différentes nations, nous développons des **outils calibrés par pays** pour aider directement le personnel gouvernemental à évaluer et à suivre leurs budgets - ceci a été piloté avec succès au Gabon en 2021 dans le cadre du projet Cadre national de financement intégré (CNFI) avec le PNUD Gabon (figure 1).

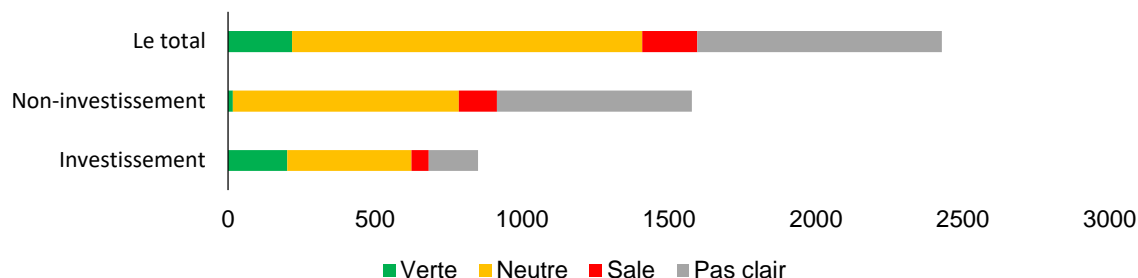


Figure 1. Caractéristiques climatiques des dépenses du budget 2021 en République Gabonaise (étude de cas avec l'outil SBA). Inclut les dépenses de PPP.

Lors du FRADD, l'ABD sera présenté pour la première fois. Ce sera l'occasion d'en apprendre davantage sur l'approche et son potentiel pour contribuer directement aux objectifs 1 à 8 de l'Agenda 2063, de fournir des informations pour améliorer le cadre, et de signaler l'intérêt de faire développer un outil calibré par pays pour toute nation ou groupe de nations.

2. PRINCIPALES TENDANCES ET PROGRÈS

2.1 L'Afrique et le développement : Agendas 2063 et 2030

Avant la pandémie de COVID-19, de nombreux pays africains avaient fait de grands progrès en matière de développement. Le *rapport sur l'indice et les tableaux de bord des ODD 2019* a révélé que 48 des 54 pays africains avaient fait des déclarations officielles approuvant la mise en œuvre des ODD conformément à l'Agenda 2030 des Nations unies, ce qui montre le fort engagement de la région en la matière.¹ En particulier, sur la base des données disponibles, une majorité de pays africains sont en passe d'atteindre la cible de l'ODD Action Climat (ODD 13) et des progrès modérés ont été réalisés en matière d'eau potable et d'assainissement (ODD 6).² Les efforts en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ont été particulièrement fructueux en Afrique du Nord, où chaque pays est soit en bonne voie pour atteindre l'ODD, soit en progrès modéré.³ L'ensemble des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine s'alignent largement sur ceux de l'Agenda 2030, chacun fournissant des normes pour l'égalité, la vie, la durabilité et la paix⁴. Alors que la région dans son ensemble était loin d'atteindre tous ces objectifs engagés, une trajectoire ascendante était claire avant 2020.

Pourtant, malgré les progrès réalisés, même avant COVID-19, l'Afrique reste l'une des régions les plus pauvres du monde, insuffisamment soutenue par les partenaires internationaux. En 2015, 41% de l'Afrique vivait dans la pauvreté - la réalisation de l'ODD 1 (éradiquer l'extrême

¹ Centre SDG pour l'Afrique et Réseau de solutions pour le développement durable. (2019). *Rapport sur l'indice et les tableaux de bord des ODD en Afrique 2019*. Kigali et New York : SDG Centre for Africa et Sustainable Development Solutions Network. Pg. 1.

² Ibid, p. 22.

³ Ibid, Pg. 25.

⁴ La Commission de l'Union africaine. (2021). *Lier l'Agenda 2-63 et les SDGs*. La Commission de l'Union africaine.

pauvreté d'ici à 2030) est encore loin d'être atteinte.⁵ Sur la base des tendances actuelles, il y aura 31 millions de décès d'enfants de moins de 5 ans entre 2018 et 2030.⁶ 52 % des Africains n'ont pas accès aux services de santé dont ils ont besoin.⁷ La moitié des jeunes de 12 à 14 ans n'ont pas accès à l'éducation, près de 60 % des 15-17 ans ne sont pas scolarisés et les filles sont défavorisées de manière disproportionnée.⁸ En résumé, même avant la COVID-19, les écarts par rapport aux objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 en Afrique étaient immenses, et le soutien international insuffisant.

2.2 L'Afrique et la COVID-19

La pandémie de Covid-19 a considérablement exacerbé les défis économiques et de développement préexistants de l'Afrique. L'augmentation des coûts, le déclin des investissements étrangers dans des conditions instables et l'insuffisance de l'aide étrangère ont exercé une pression sur les budgets nationaux, limitant fortement la capacité des gouvernements à investir dans la relance. Avec une marge de manœuvre budgétaire déjà limitée, les gouvernements de la région doivent maintenant faire face à l'augmentation des coûts de la santé et des services sociaux⁹, alors que les recettes fiscales se sont effondrées.¹⁰ Un rapport de la CNUCED (2020) estime qu'en cas de récession grave, les recettes fiscales africaines globales s'écarteront de -5,3 % par rapport au scénario de référence en raison de la pandémie de COVID-19, avec des pertes de recettes plus importantes au Nigeria (-11,4 %), en Égypte (-10,6 %), au Malawi (-10,2 %) et en Eswatini (-9,3 %).¹¹ Dans le même temps, les coûts et les dépenses de santé ont augmenté dans tous les pays africains : le Zimbabwe a dû augmenter son budget de santé de 139 %, passant de 131 millions de dollars US en 2019 à 300 millions de dollars US en 2020¹²; le Burundi a augmenté son budget de santé de 31,5 % en 2020/21, par rapport à 2019/20.¹³

Les économies africaines, dont la proportion d'emplois dans l'économie du savoir est relativement faible, ont moins bien résisté au ralentissement de la pandémie. Plus qu'une simple protection des économies contre les chocs économiques manufacturiers et sectoriels, le savoir est devenue un moteur économique fondamental.¹⁴ Le savoir améliore l'efficacité et l'efficience des activités économiques. Les retombées économiques de la COVID-19 promettent d'amplifier les inégalités existantes au sein de la société, ce qui conduira à une marginalisation accrue des groupes défavorisés et menacera la philosophie "Ne laisser personne de côté" qui sous-tend le programme 2030 des ODD. Investir dans la transition verte, l'éducation, et les progrès technologiques pourrait offrir les opportunités et les compétences nécessaires pour définir la trajectoire de la croissance à long terme du continent, accroître la résilience des économies africaines et réduire les inégalités. Les dommages économiques causés par la pandémie ont mis en évidence la nécessité d'intégrer des investissements prudents dans ces domaines aux plans de relance économique, tant pour

⁵ Beegle, K. & Christiansen, L. (2019). *Accélérer la réduction de la pauvreté en Afrique*. Banque mondiale. Pg. 2.

⁶ UNICEF. (2019). *Les enfants en Afrique : Statistiques clés sur la survie des enfants et la population*. UNICEF. Pg. 1.

⁷ Conférence internationale de l'Agenda pour la santé en Afrique. (2021). *L'état de la couverture sanitaire universelle en Afrique : Rapport de la Commission de la Conférence internationale du Programme africain pour la santé*. La Commission AHAIC. Pg. 8.

⁸ ISU. (2019). *Fiche d'information n° 56*. Institut de statistique de l'UNESCO. Pg. 4.

⁹ Centre SDG pour l'Afrique et Réseau de solutions pour le développement durable. (2020). *Rapport 2020 sur l'indice et les tableaux de bord des ODD en Afrique*. Kigali et New York : SDG Centre for Africa et Sustainable Development Solutions Network. Pg. 7.

¹⁰ Ibid, p. 4.

¹¹ Gondwe, G. (2020). *Évaluation de l'impact du COVID-19 sur le développement économique de l'Afrique*. CNUCED. Pg. 11, 16.

¹² UNICEF. (2020). *Résumé du budget de santé du Zimbabwe pour 2020*. UNICEF. Pg. 3.

¹³ UNICEF. (2021). *Résumé du budget national du Burundi*. UNICEF. Pg. 5.

¹⁴ Asongu, S.A. & Kuada, J. (2020). *Building knowledge economies in Africa : an introduction*. Contemporary Social Science, 15:1, 1-6.

leurs effets immédiats que pour leurs effets à long terme sur la croissance.¹⁵ Une reprise vigoureuse bénéficiera donc probablement aussi des politiques visant à développer l'économie du savoir.

L'un des défis les plus importants auxquels sont confrontés les pays africains pour se remettre de cette crise et poursuivre leur développement est l'espace fiscal restreint.

Comme l'indique clairement le programme «Ne laisser personne pour compte » (figure 2), il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau. Les engagements des donateurs ne sont pas respectés sur de nombreux fronts : les promesses de consacrer 0,7 % du PIB au développement international dans le cadre de la *Déclaration de Doha sur le financement du développement* et du *Programme d'action d'Addis-Abeba* n'ont pas été tenues et les engagements en matière de financement du climat dans le cadre de l'accord de Paris restent également dans les limbes. Par conséquent, **l'investissement dans la relance budgétaire en Afrique a été jusqu'à présent nettement inférieur à celui d'autres régions du monde.**¹⁶

La figure 3, de l'[Observatoire mondial de la relance](#), montre des dépenses de relance minuscules dans les PMA, les autres pays en développement se situant un ordre de grandeur au-dessus de la région, et les économies avancées se situant sur un plan totalement différent.¹⁷ En effet, si les inégalités au sein des régions se sont accrues en raison de la pandémie, c'est entre les régions qu'elles se creuseront le plus. Les dépenses de relance par habitant dans la plupart des États africains représentent moins de 1/250th de celles des économies avancées, ce qui creuse encore davantage le fossé entre le Nord et le Sud de la planète et menace la stabilité mondiale.



¹⁵ O'Callaghan, B. & Murdock, E. (2021). *Reconstruisons-nous mieux ? Evidence from 2020 and Pathways to Inclusive Green Recovery Spending*. Programme des Nations Unies pour l'environnement. Pg. 4-5.

¹⁶ O'Callaghan, B. (2021). *Reconstruisons-nous mieux ? COP26*. Observatoire mondial de la reconstruction.

¹⁷ Les pays hors annexe 1 comprennent le sous-ensemble des PMA, dont 33 sur 46 se trouvent actuellement sur le continent africain (Ibid).

Figure 2. Défis auxquels est confronté le programme « Ne laisser personne pour compte » (en anglais: "Leave no one behind", ou LNOB) . Figure reproduite à partir du rapport 2019 sur l'indice et les tableaux de bord des ODD en Afrique.

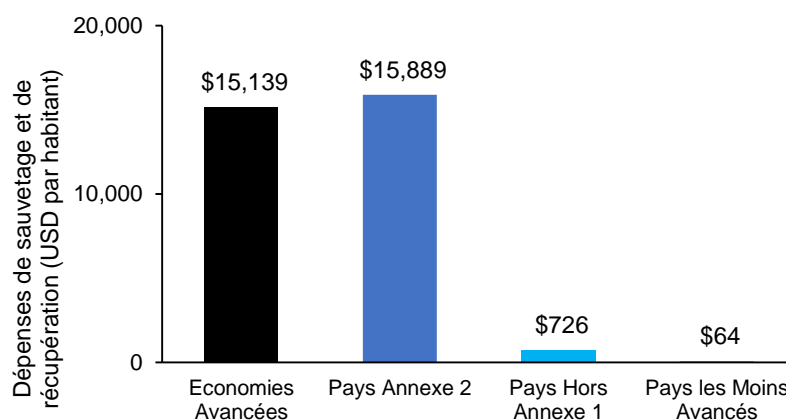


Figure 3. Dépenses liées à la coopération par habitant dans les catégories de développement (USD). Source : Global Recovery Observatory, produit par l'Université d'Oxford, le GFPN (PNUE, FMI, GIZ) et le PNUD.

3. QUESTIONS ÉMERGENTES EN MATIÈRE DE GESTION BUDGÉTAIRE

3.1 L'importance d'une gestion budgétaire responsable

Une politique budgétaire efficace est essentielle pour relancer les progrès des ODD en Afrique, car elle peut fortement accélérer le développement économique, tout en favorisant les objectifs environnementaux et sociaux. Une gestion budgétaire responsable est également souvent une condition préalable à l'obtention d'une aide internationale plus importante. Démontrer que les investissements budgétaires permettent de progresser à la fois sur le plan du climat et du développement pourrait accroître considérablement l'intérêt des donateurs.

De nombreux chercheurs ont souligné le potentiel de certains investissements fiscaux pour soutenir simultanément des objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Hepburn et al. (2020) proposent cinq politiques fiscales spécifiques pour la poursuite efficace des objectifs économiques et climatiques, avec des recommandations de politiques spécifiques pour les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI).¹⁸ Les politiques mondiales recommandées comprennent les investissements dans les infrastructures physiques propres, les améliorations de l'efficacité des bâtiments, les investissements dans l'éducation et la formation pour faire face au chômage immédiat lié à la COVID-19 et au chômage structurel lié à la décarbonisation, les investissements dans le capital naturel pour la résilience et la régénération des écosystèmes et les investissements dans la R&D propre. Cependant, l'espace fiscal pour permettre ces investissements est sévèrement limité pour les pays africains, en particulier dans le sillage de la COVID-19. Compte tenu de ces contraintes, il est de plus en plus essentiel que les dépenses fiscales dans la région soient plus délibérées et efficaces, et que l'aide étrangère augmente de manière significative.¹⁹ Il est important de noter que la première condition est souvent une condition préalable à la seconde.

¹⁸ Hepburn, C. et al. (2020). *Les plans de relance budgétaire de COVID-19 accéléreront-ils ou retarderont-ils les progrès en matière de changement climatique ?* Oxford Review of Economic Policy, Vol. 36, No. S1. (2020).

¹⁹ O'Callaghan, B. & Adam, J.P. (2021). *Les mesures de récupération du disque COVID-10 permettent-elles de combler ou de prolonger le déficit d'émissions ?* Rapport sur l'écart des émissions 2021 : The Heat is on. Pg. 45-46.

Jusqu'à la fin des dépenses plus délibérées, les recherches ont montré que les investissements verts sont prometteurs. Hasna (2021) constate qu' « une augmentation de 1 \$ de l'investissement vert augmente la production au niveau de l'État de 1,1 \$ de manière contemporaine, et jusqu'à 4,2 \$ dans les deux ans suivant la mise en œuvre »²⁰, ce qui suggère que les initiatives vertes augmentent l'efficacité par un effet multiplicateur. La modélisation de Vivid Economics a également suggéré que l'investissement dans les initiatives vertes pourrait créer jusqu'à ≈60% d'emplois supplémentaires à court terme et jusqu'à ≈140% de valeur économique supérieure à long terme, par rapport aux alternatives traditionnelles.²¹ À cette fin, O'Callaghan & Adam (2021) proposent six formes spécifiques de mise à disposition d'aide étrangère adaptées à une reprise économique durable, y compris des obligations vertes et des garanties de dette du secteur privé, poussant finalement à augmenter les dépenses vertes mondiales.¹⁹ O'Callaghan et Murdock (2021) constatent que les dépenses vertes mondiales sont « jusqu'à présent sans commune mesure avec l'ampleur des crises environnementales en cours et que les gains économiques et sociaux associés ne sont pas pleinement saisis. »²² **Sans une augmentation significative du soutien aux initiatives d'investissement public, un financement accru, et des dépenses plus judicieuses, l'Afrique n'atteindra pas ses ODD selon l'Agenda 2030, ni les objectifs de l'Agenda 2063.**

Les conséquences d'une prise de décision fiscale sous-optimale se feront sentir pour les générations à venir - et les communautés marginalisées seront probablement les plus durement touchées. Cela inclut les femmes, les minorités de genre et les jeunes.

3.2 Permettre une gestion budgétaire responsable grâce à de meilleurs outils

L'ampleur et l'urgence des défis auxquels l'Afrique est confrontée exigent que l'élaboration des politiques économiques nationales soit alignée sur l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063. Une planification fiscale solide qui tient compte de l'impact économique, social et environnemental ne figure cependant pas en bonne place dans la prise de décision budgétaire de nombreux pays africains. En effet, de nombreux pays de la région ne disposent d'aucun processus d'examen ou de planification systématique lorsqu'il s'agit de concevoir un budget national. Cela est dû, du moins en partie, à l'absence d'outils pour aider les décideurs à comparer, contraster et s'engager dans des initiatives politiques. À cette fin, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a parrainé l'Integrated Planning and Reporting Toolkit (IPRT), une application logicielle développée pour aider les pays africains à adopter et à intégrer à la fois l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Agenda 2063 dans leur développement national. Le logiciel IPRT évalue de manière dynamique l'alignement des cadres de planification des politiques sur les deux agendas, ce qui permet de visualiser les performances des pays en matière d'alignement, ainsi que les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces plans.²³ Comme expliqué ci-dessous, l'ABD est un cadre de planification et d'évaluation des politiques. En tant que tels, l'IPRT et l'ABD sont compatibles et se soutiennent mutuellement.

Dans de nombreux cas, les plus grandes sources de flux financiers et d'allocations pluriannuelles au sein d'un pays en développement sont ses allocations budgétaires. Celles-ci constituent également un facteur clé pour les flux financiers privés. En l'absence d'outils de planification appropriés, ces flux fiscaux risquent d'être structurés et mis en œuvre avec peu d'examen de durabilité. Il s'agit d'une opportunité gâchée, comme le soulignent l'[Observatoire mondial de la relance](#) et l'[analyse qui l'accompagne](#), étant donné que certaines des politiques

²⁰ Hasna, Z. (2021). *L'herbe est en fait plus verte de l'autre côté : Evidence on Green Multipliers from the United States*. Pg. 15-16.

²¹ O'Callaghan, B., Murdock, E., & Bird, J. (2021). *Une relance verte et prospère pour l'Afrique du Sud*. Projet de relance économique de l'Université d'Oxford. Pg. 2.

²² O'Callaghan, B. & Murdock, E. (2021). *Reconstruisons-nous mieux ? Evidence from 2020 and Pathways to Inclusive Green Recovery Spending*. Programme des Nations Unies pour l'environnement. Pg. 4-5.

²³ UNECA. (2019). *Boîte à outils de planification et de rapports intégrés : Un logiciel dynamique pour aligner l'Agenda 2030 et les plans de développement nationaux*. Note d'information et questions fréquemment posées. UNECA.

de relance les plus efficaces sur le plan économique sont celles-là mêmes qui nous mèneront vers une décarbonisation profonde, des améliorations en matière de pollution et de perte de nature, et nous aideront à lutter contre les inégalités mondiales et nationales qui n'ont fait que croître depuis 2020.

Pour cette question, nous pouvons tirer des enseignements des nouvelles approches de compréhension des impacts potentiels des politiques de dépenses utilisées pendant COVID-19. Bien que très orientés par nature, ces efforts ont permis un débat politique solide à travers le monde et ont influencé une partie des 16,97 trillions USD observés dans les dépenses mondiales de relance COVID-19.²⁴ Les travaux en cours visant à étendre les outils COVID-19 pour inclure des évaluations de l'impact sur l'emploi et des impacts plus précis sur le capital naturel mettent en évidence les possibilités de correction de trajectoire fondée sur des preuves.

L'ABD constitue un pas vers l'action, en unissant la science environnementale et socio-économique de pointe aux perspectives socioculturelles pour fournir des outils simples et accessibles aux décideurs politiques. L'utilité de ces outils est renforcée par le fait qu'ils peuvent être calibrés directement par les décideurs politiques en fonction des besoins et du contexte de leur pays. Le suivi et l'évaluation systématiques (environnementaux et socio-économiques) des budgets nationaux désagrégés qu'il permet apporteraient non seulement une transparence et une responsabilité sans précédent dans l'utilisation des fonds publics, mais encourageraient également les pays à mieux concevoir et planifier les dépenses publiques. La société civile et d'autres parties prenantes clés disposeraient d'un outil de plaidoyer basé sur des données probantes pour faire pression en faveur d'un changement de priorités de bas en haut, tandis que notre cadrage axé sur la durabilité peut également permettre l'élaboration de politiques nationales de haut en bas.

L'accord de confirmation pourrait faciliter l'augmentation des flux de financement des institutions financières de développement (IFD) à l'appui des engagements nationaux au titre de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 en permettant une plus grande transparence concernant l'efficacité des finances publiques, l'utilisation des fonds, et les données désagrégées sur les perspectives de croissance sectorielle. Les pays ont également la possibilité de signaler leur engagement et de communiquer des mesures crédibles pour aligner l'élaboration des politiques économiques nationales sur des voies de croissance durables et inclusives.

À long terme, la combinaison des bases de données nationales et mondiales aiderait les décideurs politiques et les chercheurs à en savoir plus sur les types de politiques qui peuvent répondre à la fois aux incitations de l'économie politique et à l'environnement. Les données pourraient également être agrégées par secteur afin de fournir des renseignements ciblés et un état d'avancement des objectifs de l'Agenda 2030. Pour l'Agenda 2063, l'ABD peut soutenir la mesure des progrès et informer des actions concrètes alignées sur les activités clés identifiées dans ses plans de mise en œuvre décennaux afin de produire des résultats transformationnels pour les populations africaines.^{25,26}

Il est important de noter que le chemin de la mise en œuvre du SBA à une transition durable n'est pas une ligne droite - une action fiscale et monétaire complémentaire est nécessaire pour passer de la mesure à la gestion.

En définitive, nous visons une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale.

3.3 Tirer parti des efforts de relance écologique de covid-19

²⁴ Observatoire mondial du recouvrement. (2021).

²⁵ Union africaine. (2020). *Principaux résultats transformationnels de l'Agenda 2063*. Addis Abeba.

²⁶ Union africaine. (2012). *Le plan de mise en œuvre des dix premières années*. Addis Abeba.

La réponse fiscale mondiale à la pandémie de COVID-19 a été, et continue d'être, sans précédent. Elle est sans précédent par son ampleur, par sa portée régionale et par les types d'investissements qu'elle soutient. Au cours des deux dernières années, la société civile, les chercheurs, les commentateurs et les organisations multilatérales ont demandé aux gouvernements de rendre leur relance économique verte, et leurs efforts ont été couronnés de succès. En effet, le pourcentage des dépenses mondiales de relance qui sont vertes a lentement augmenté au cours de la pandémie.

Une initiative de l'Observatoire mondial de la relance a permis de rendre transparentes les habitudes de dépenses des gouvernements afin d'inciter à un meilleur comportement (voir figure 4). Le programme, dirigé par l'Université d'Oxford et soutenu par le Réseau mondial de politique fiscale (PNUE, FMI et GIZ) et le PNUD, suit en direct quatre-vingt-neuf des économies du monde et évalue les caractéristiques environnementales de leurs dépenses. La figure 4 illustre le résultat du suivi de l'Observatoire : elle montre dans quelle mesure les économies prennent des décisions durables dans leurs dépenses de relance COVID-19. L'Observatoire a réussi à aider les décideurs gouvernementaux à tirer des enseignements des actions d'autres gouvernements, à comprendre où des investissements verts ont été réalisés et comment ils pourraient garantir des gains économiques. À cette fin, l'Observatoire a figuré dans des rapports, des analyses et des consultations de plus de 20 gouvernements nationaux, et ses résultats ont été reproduits partout, de *Nature* au *Guardian*, en passant par *le Time Magazine* et le *rapport des Nations unies sur le déficit d'émissions*. L'ABD est directement basé sur la méthodologie de l'Observatoire mondial de la relance.

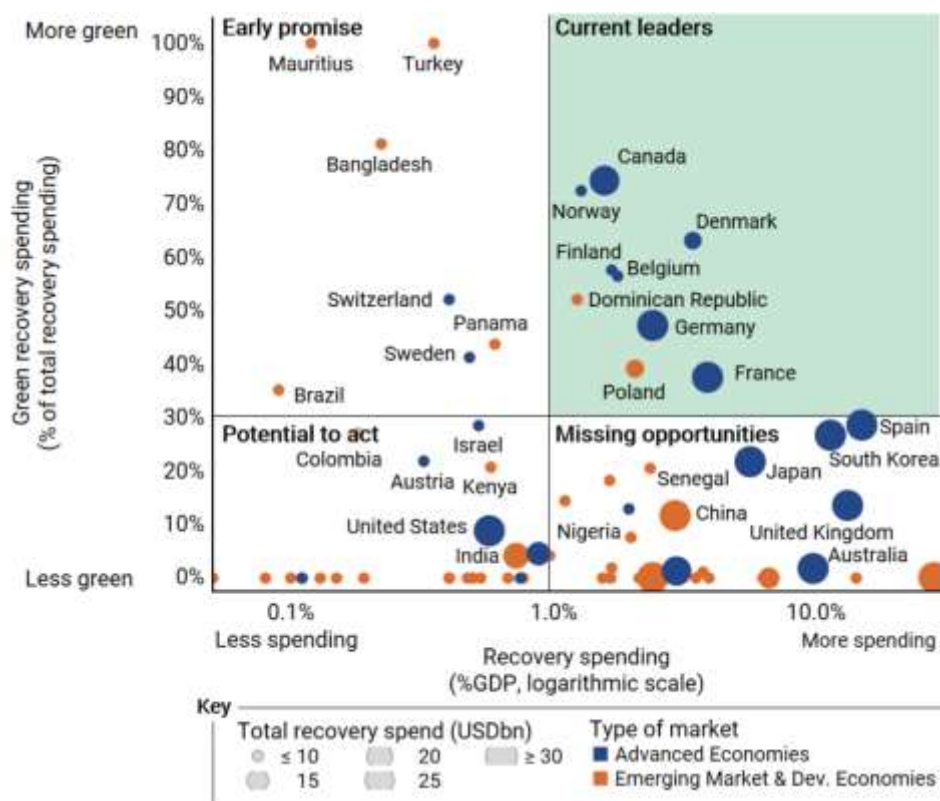


Figure 4. Dépenses de relance verte en pourcentage des dépenses totales de relance par rapport aux dépenses de relance en pourcentage du PIB. Les pays qui ont dépensé 0% de dépenses vertes mais moins de 1,0 % du PIB pour la relance sont, classés par contribution, Antigua-et-Barbuda (0%), Cuba (0%), le Guatemala (0%), la Guyane (0%), l'Iran (0%), le Nicaragua (0%), le Paraguay (0%), le Rwanda (0%), l'Uruguay (0%), le Vietnam (0%), le Venezuela (0%), l'Indonésie (0,01%), la Roumanie (0,01%), Singapour (0,03%), le Costa Rica (0,04%), Russie (0,05%), République tchèque (0,07%), El Salvador (0,08%), EAU (0,10%), Equateur (0,11%), Taiwan (0,11%), Malaisie (0,13%), Thaïlande (0,15%), Honduras (0,19%), l'Égypte (0,40%), le Kazakhstan (0,40%), Haïti (0,47%), le Belize (0,49%), l'Arabie saoudite (0,53%), Trinité-et-Tobago (0,67%), le Portugal (0,75%) et la République kirghize (0,77%). Les pays qui ont dépensé 0 % de vert et plus de 1,0 % du PIB pour la relance sont Sainte-Lucie (1,54 %), Saint-Kitts-et-Nevis (1,65 %), le Ghana (2,12 %), l'Irak (2,38 %), le Mexique (2,38%), Saint-Vincent-et-les-Grenadines (2,50%), Bahamas (2,97%), Grenade (2,99%), Suriname (3,05%), Bolivie (3,49%), Maroc (3,90%), Dominique (6,29%), Pérou (6,61%), Mongolie (14,27%) et Philippines (28,12%). Données de l'Observatoire mondial du recouvrement en octobre 2021.

4. ACTIONS TRANSFORMATRICES - APPROCHE DE BUDGÉTISATION DURABLE (ABD)

La taxonomie de l'ABD, fondée sur la méthodologie de l'Observatoire mondial de la relance, vise à aider les décideurs politiques à comprendre les caractéristiques environnementales, sociales et de développement des décisions de politique budgétaire potentielles et réelles. En outre, elle peut également constituer un outil puissant pour accroître la transparence et la responsabilité des États membres, en fournissant une orientation prospective utile, un signal et un suivi crédible pour les investisseurs potentiels et les institutions financières.

L'ABD a été pilotée avec succès au Gabon, en collaborant avec un groupe multi-ministériel comprenant le ministère des Eaux et Forêts, de la Mer et de l'Environnement, le ministère des Finances, et d'autres. Dans le cadre du Fonds commun pour les ODD, cette application a permis de réaliser un examen de la gestion des finances publiques (GFP) du Gabon axé sur la durabilité, qui a servi de référence pour comprendre la situation des finances publiques et les progrès accomplis dans la réalisation des ODD et des objectifs climatiques, avant d'intégrer une nouvelle taxonomie fiscale verte dans le processus d'élaboration des politiques gabonaises. Cette dernière couvrait l'univers complet des options de politique fiscale calibrées par le pays, de sorte que les options d'investissement public et les options fiscales étaient entièrement cartographiées pour que les décideurs politiques puissent en débattre.

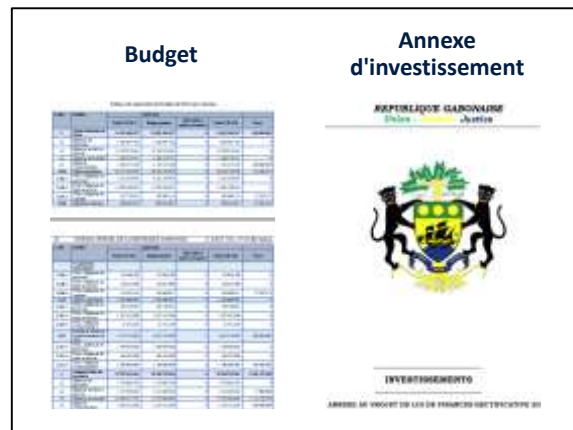
Bien qu'elle soit encore dans sa phase pilote, l'ABD, avec la coopération des parties prenantes, catalysera les progrès vers la réalisation des principes définis au niveau national et la réalisation d'autres points de l'agenda de développement, y compris le principe "Ne Laisser Personne pour Compte"; la nature intégrée, indivisible et interconnectée des ODD; et la mise en œuvre intégrée des objectifs des ODD/Agenda 2063 avec d'autres agendas/cadres tels que l'Accord de Paris, la voie SAMOA, le Cadre de Sendai et l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).

La présentation de l'ABD au FRADD facilitera de nouvelles interactions avec les décideurs politiques sur le sujet et, espérons-le, conduira à de nouveaux programmes pilotes à travers le continent.

Notre approche de budgétisation durable en cinq parties est résumée ci-dessous :

A. Politiques d'enregistrement

Les mesures de dépenses et de fiscalité sont enregistrées au niveau des politiques et des sous-politiques/programmes. Les mesures au niveau de la politique de dépenses se trouvent facilement dans le budget national (et tout supplément pertinent), les mesures des sous-politiques/programmes sont assemblées à partir de la documentation d'accompagnement des investissements (qui peut être nationale ou ministérielle), et les mesures fiscales sont enregistrées avec autant de granularité que possible. Les titres, descriptions, dates, valeurs et sources des politiques sont tous enregistrés.



B. Catégorisation des politiques à l'aide de la taxonomie d'Oxford

Chaque politique enregistrée est classée dans l'un des 40 archétypes (par exemple, "investissement dans l'énergie propre") et l'un des 200+ sous-archétypes (pour l'énergie propre, il y a 9 sous-archétypes : nouvelle énergie renouvelable, nouvelle transmission, etc). Les archétypes sont de type opérationnel (dépenses courantes) ou discrétionnaire (nouveaux investissements). Les sous-archétypes sont mutuellement exclusifs, collectivement exhaustifs, de même "niveau" et d'une granularité appropriée pour les mesures pertinentes d'impact social, environnemental et de développement. La taxonomie est tirée du document méthodologique de l'Observatoire mondial de la reprise²⁷, qui a été examiné par des pairs, et s'appuie sur un sous-ensemble d'archétypes employés dans une enquête menée en avril 2020 auprès de 230 économistes mondiaux de premier plan.²⁸

Archétypes opérationnels	Archétypes discrétionnaires
A Core government operations	α Core government service expansion
B Health	β Health (discretionary)
C Education	γ Education (discretionary)
D Socio-cultural programs	δ Socio-cultural programs (discretionary)
E Traditional energy	ε Traditional energy (discretionary)
F Clean energy	ζ Clean energy (discretionary)
G Traditional transportation	η Traditional transportation (discretionary)
H Clean and/or resilient transportation	θ Clean and/or resilient transportation (discretionary)
I Communications	ι Communications (discretionary)
J Other utilities	κ Other utilities (discretionary)
K Military	λ Military (discretionary)
L Emergency response services	μ Emergency response services (discretionary)
M Natural capital, parks, and forestry	ν Natural capital, parks, and forestry (discretionary)
N Worker retraining and job creation	ξ Agriculture and fisheries
O Social welfare / social security	ο Disaster preparedness investment
P Other traditional operations	π Green housing and real estate
Q Other clean and/or resilient operations	ρ Traditional housing and real estate
	σ Materials
	τ Other large-scale infrastructure
	υ General R&D
	φ Clean R&D
	χ Other traditional investment
	ψ Other clean and/or resilient investment

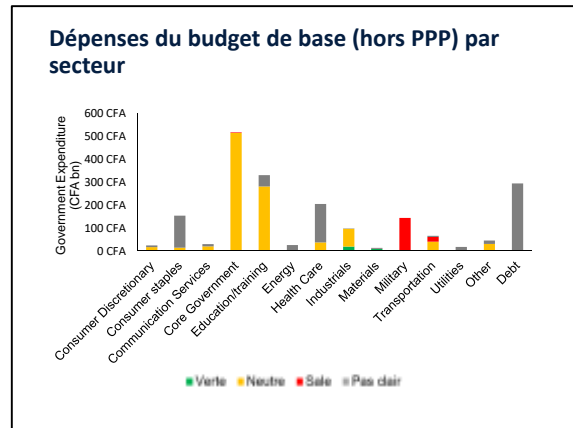
C. Exécuter l'évaluation automatique des politiques

²⁷ O'Callaghan, B. (2021). *Observatoire mondial de la relance : Projet de document méthodologique*. OUERP.

²⁸ Hepburn, C. et al. (2020). *Les plans de relance budgétaire de COVID-19 accéléreront-ils ou retarderont-ils les progrès en matière de changement climatique ?* Oxford Review of Economic Policy, Vol. 36, No. S1. (2020).

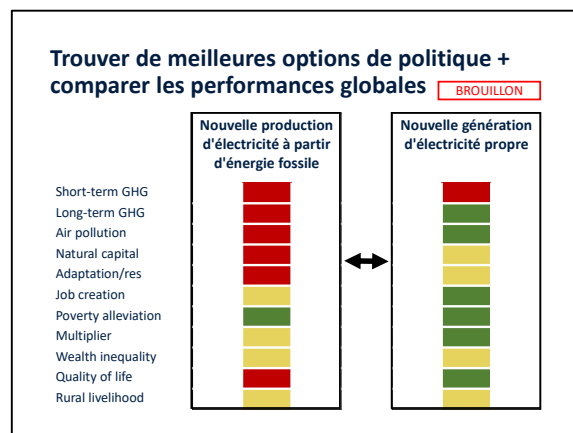
Oxford est reconnaissant du soutien de donateurs tels que (par ordre alphabétique) la Fondation du Fonds d'investissement pour les enfants, la Fondation ClimateWorks, le Green Fiscal Policy Network, le projet H2020-MSCA-RISE GEMCLIME-2020 GA No. 68122, l'Oxford Martin School, le Rhodes Trust, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Climate Compatible Growth Programme du Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni. Leur soutien permet à Oxford de diriger l'initiative ABD. Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques officielles des groupes de donateurs.

Chaque sous-archétype est associé à onze notes d'impact potentiel, calibrées en fonction du contexte de chaque pays et couvrant les facteurs sociaux, environnementaux et de développement (y compris les GES à court et à long terme, la pollution atmosphérique, le capital naturel et l'adaptation/résilience). Les scores sont basés sur les dernières connaissances scientifiques et socio-économiques mondiales. De par leur nature, les notes sont directionnelles et flexibles - elles visent à fournir un large aperçu du paysage politique d'un pays.



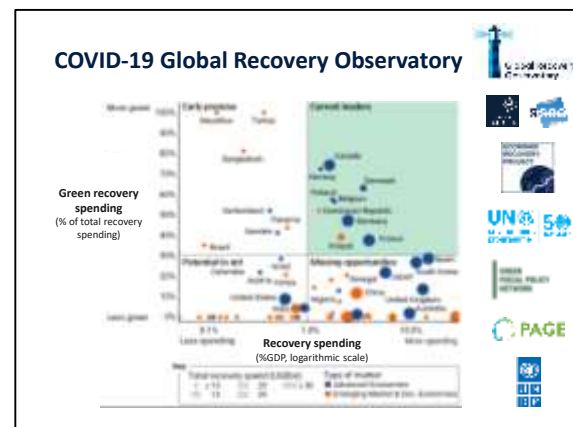
D. Déterminer les politiques supérieures

En utilisant les scores d'impact et les descriptions des sous-archétypes qui les accompagnent, les décideurs peuvent trouver des politiques alternatives qui ont les mêmes résultats en termes de développement (ou autres résultats souhaitables) sans les coûts environnementaux ou sociaux. Dans son état actuel, les sous-archétypes sont liés à 8000 exemples de politiques de la réponse fiscale COVID-19. Au fil du temps, avec un financement approprié, ce système sera étendu pour inclure et comparer beaucoup plus de politiques à travers l'Afrique.



E. Apprendre des autres pays

À l'instar de l'Observatoire mondial de la relance, qui suit et compare les dépenses mondiales de COVID-19 entre les nations, l'ABDL'ABD pourrait à l'avenir intégrer des comparaisons mondiales en direct des dépenses. Pour les décideurs politiques, cela pourrait faciliter l'apprentissage direct des politiques entre les régions.



5. MESSAGES CLÉS

1. **L'ABD aide les décideurs politiques à comprendre les impacts potentiels de leurs décisions budgétaires sur le développement, la société et l'environnement.**

Les nations africaines ratent des occasions d'utiliser leur espace fiscal limité pour accélérer le développement et l'action climatique. L'ABD constitue un pas en avant vers l'action, en rendant les sciences environnementales et socio-économiques de pointe accessibles aux décideurs politiques pour guider le développement durable.

L'approche est adaptable - elle peut être calibrée en fonction des besoins des décideurs politiques et du contexte national.

2. L'adoption de L'ABD pourrait renforcer les bases de la PFM pour progresser vers l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063.

En combinant la science et les perspectives socioculturelles, l'approche peut intégrer les processus de planification durable dans la gestion des finances publiques. Ce faisant, elle pourrait contribuer directement aux ODD 1, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 17.

3. Une gestion budgétaire plus efficace et efficiente, alignée sur l'Agenda 2030, pourrait attirer un financement extérieur accru à l'appui des objectifs de développement nationaux.

Pour passer des "milliards aux trillions", [11](#), comme le prévoit le programme d'action d'Addis-Abeba (PAAA), il faut que tous les acteurs financiers apportent leur contribution. Le soutien des institutions financières de développement (IFD), et même de certaines parties du secteur privé, peut être considérablement accru grâce à des systèmes de financement public transparents et efficaces. Pour de nombreux pays donateurs, il existe un impératif politique de soutenir l'action climatique et les voies de croissance durable - l'adoption du PAAA pourrait démontrer un progrès positif en Afrique.

Ce document présentera l'ABD aux participants du FRADD, facilitera de nouvelles interactions sur les moyens d'aligner la budgétisation nationale avec les objectifs de croissance durable et inclusive, et mènera, nous l'espérons, à de nouveaux programmes pilotes de l'ABD à travers le continent.